



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 27 (2021)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : chute de l'indice PMI en juin
- ❖ Birmanie : interventions de la banque centrale pour stabiliser le Kyat
- ❖ Singapour : Expérimentation conjointe Banque de France/MAS en matière de CBDC

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

1,47 MD\$

Déficit commercial (biens) du Vietnam au premier semestre 2021

Région

Détérioration des perspectives de croissance au sein de l'ASEAN-5 en 2021

La croissance de la Thaïlande, de la Malaisie et des Philippines marquerait un ralentissement en 2021, en raison de l'augmentation des cas de Covid-19 et l'apparition de nouveaux variants, selon un sondage de l'institut de recherche Japan Center for Economic Research (JCER) et du journal Nikkei. L'économie thaïlandaise afficherait la plus faible reprise parmi les 5 premières économies de l'ASEAN avec une croissance 2021 estimée à 1,9% (-0,7 pp. par rapport à la précédente estimation). La Malaisie enregistre la plus forte révision à la baisse avec un taux de croissance attendu désormais à 4,1% (-1,2 pp.), suivi des Philippines à 4,3% (-0,9 pp.). Les prévisions de croissance pour Singapour et l'Indonésie sont révisées à la hausse, à respectivement 6,9% (+0,8 pp.) et 4,1% (+0,2 pp.).

Economic growth forecast for ASEAN 5, India and China (Year-on-year change, in percent)

	2021				'22	'20	'21	'22	'23
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1				
ASEAN5	-1.2	7.5 (8.0)	5.1 (4.9)	4.7 (5.4)	4.7	-4.8	4.1 (4.3)	5.2 (5.5)	4.6 (4.4)
Indonesia	-0.7	6.2 (4.2)	5.4 (5.1)	4.8 (5.8)	5.0	-2.1	4.1 (3.9)	4.9 (5.4)	5.1 (5.0)
Malaysia	-0.5	6.9 (16.0)	3.9 (4.3)	6.5 (6.2)	6.0	-5.6	4.1 (5.3)	6.5 (6.5)	5.3 (5.1)
Philippines	-4.2	7.4 (8.4)	6.6 (5.6)	5.5 (4.5)	5.8	-9.6	4.3 (5.2)	6.2 (6.0)	5.5 (5.7)
Singapore	1.3	14.4 (13.8)	8.1 (6.6)	4.5 (5.7)	3.5	-5.4	6.9 (6.1)	3.9 (4.6)	2.6 (2.5)
Thailand	-2.6	6.0 (7.3)	2.2 (3.1)	2.7 (4.8)	3.1	-6.1	1.9 (2.6)	4.9 (5.3)	3.7 (3.1)
India	1.6	23.4 (31.1)	8.1 (10.2)	6.5 (6.6)	5.2	-7.3	9.7 (11.2)	7.5 (6.3)	6.4 (6.2)
China	18.3	-	-	-	-	2.3	- (8.5)	- (5.5)	- (5.3)

Forecasts are for 2021 onward; figures in parentheses represent average forecasts as of the previous survey in March 2021; annual figures for India are those of fiscal year (April-March)
Source: JCER/Nikkei Consensus Survey, Nikkei/NQN Survey, Haver Analytics

Rapport de la BAsD sur le financement d'infrastructures vertes par des obligations ODD

La publication, « Accelerating Sustainable Development after COVID-19: The Role of SDG Bonds », est un guide sur l'utilisation des obligations ODD (objectifs de développement durable) pour attirer des financements privés mondiaux. Il propose un nouveau type d'obligation appelé « SDG Accelerator

Bonds » destiné à réduire la perception du risque d'investissement posé par une entité émettrice, un secteur ou un projet sans antécédents en matière d'émission d'obligations. Ce type d'obligations combinerait des garanties de sortie et d'autres structures de rehaussement de crédit avec des incitations à l'atteinte des objectifs de développement durable. Pour rappel, les pays d'Asie du Sud-Est ont émis un montant record de 12 Mds USD d'obligations vertes, sociales et durables en 2020.

L'ASEAN creuse son retard dans sa gestion de la crise sanitaire selon le journal Nikkei

Le *Nikkei COVID-19 Recovery Index* classe plus de 120 pays et régions selon leur gestion de l'épidémie, le déploiement des vaccins et la mobilité sociale à la fin de chaque mois. A la 12^{ème} place mondiale (1^{er} de la zone APAC devant le Japon et la Corée du Sud), Singapour est le pays de l'ASEAN le mieux noté, devant le Laos (66^{ème}), le Cambodge (100^{ème}), le Vietnam (100^{ème} ex-æquo), les Philippines (108^{ème}), l'Indonésie (110^{ème}), la Malaisie (114^{ème}), et la Thaïlande (118^{ème}). Alors que de nombreux pays d'Asie-Pacifique avaient été il y a un an soit épargnés, soit des exemples en matière de gestion de la crise sanitaire, ces derniers sont désormais frappés par une hausse rapide du nombre de cas, alimentés par l'apparition de nouveaux variants et la lenteur des campagnes de vaccination.

Nikkei COVID-19 Recovery Index (As of June 30)

Rank	Country/region	Total score	Rank	Country/region	Total score
1	China	76.5	48	U.K.	53.0
2	Malta	76.0	55	Pakistan	51.5
3	Poland	69.0	66	Laos	48.0
4	Italy	68.0	69	Mongolia	47.0
5	Austria	67.5	77	India	45.0
6	Qatar	67.0	83	Taiwan	43.0
7	New Zealand	66.5	100	Cambodia	34.0
7	Serbia	66.5	100	Vietnam	34.0
9	Israel	66.0	108	Philippines	32.0
9	Lithuania	66.0	110	Bangladesh	31.0
12	Singapore	65.0	110	Indonesia	31.0
20	Hong Kong	63.0	110	Nepal	31.0
27	U.S.	60.5	113	Sri Lanka	30.0
34	Australia	58.0	114	Malaysia	29.0
43	Japan	55.0	118	Thailand	26.0
48	South Korea	53.0			

Indonésie

Indicateurs macroéconomiques du budget prévisionnel de 2022

La Chambre des représentants (DPR) a validé les indicateurs macroéconomiques proposés par le gouvernement pour le budget prévisionnel de 2022, dans un contexte incertain marqué par une flambée épidémique. Il repose sur une croissance annuelle de 5,2-5,8%, une inflation comprise entre 3 et 1% et un taux de change compris entre 13 900 et 14 800 IDR/USD. Les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat à 10 ans sont estimés entre 6,32 et 7,27%. Le budget prévoit des recettes équivalentes à 10,2-10,4% du PIB et des dépenses comprises entre 14,7 et 15,3% du PIB pour un déficit budgétaire de 4,5 à 4,9% du PIB en 2022. Selon ces projections, le taux d'endettement à la fin de l'année 2022 devrait augmenter de plusieurs points de PIB et atteindre une valeur comprise entre 43,8 et 44,3% du PIB.

Prévisions de croissance du crédit à 7% pour l'année 2021

Le crédit augmente de 13,3% et 8,5% pour les petites et moyennes entreprises, mais se contracte de 22,8% pour les micro-entreprises selon Bank Indonesia. La croissance des prêts hypothécaires suit l'augmentation des ventes immobilières (+13% au T1), principalement alimentée par le rebond des ventes de maisons de taille moyenne (+20% par rapport au T4 2020). Selon la banque centrale, la croissance du crédit en 2021 constitue un signal positif pour le rebond de l'économie.

Entrée en vigueur de la baisse des droits à l'exportation sur l'huile de palme

L'Indonésie abaisse ses droits à l'exportation sur l'huile de palme brute et ses produits dérivés pour accroître sa compétitivité sur les marchés internationaux et favoriser un accroissement de sa capacité de production. A partir du 2 juillet, le seuil en dessous duquel s'appliquent les droits tarifaires les moins élevés (55 USD/t) augmente de 670 à 750 USD/t. Les droits tarifaires maximums sont diminués de 80 USD, passant de 255 à 175 USD/t. L'augmentation de la demande chinoise a entraîné une hausse du prix de l'huile de palme, qui atteint 1187 USD/t début mai. L'Indonésie est le premier exportateur mondial d'huile de palme, avec des exportations de 14,7 Mds USD en 2019 et 17,4 Mds USD en 2020.

Malaisie

Effondrement de l'indice PMI en juin, bien en dessous du seuil de contraction

La recrudescence persistante de l'épidémie en Malaisie, les contraintes sévères imposées à l'activité des entreprises, les difficultés d'approvisionnement (hausse des coûts des matières premières et problèmes du secteur du transport) et le recul des échanges extérieurs observé en mai par rapport à avril ont provoqué une chute de l'indice des directeurs d'achat du secteur industriel (*Manufacturing Purchasing Manager's Index*) qui passe à 39,9 en juin contre 51,3 en mai. L'indice atteint quasiment le niveau le plus bas atteint en avril 2020, au plus fort de la première période de confinement du pays.

Nouveau renforcement des mesures de confinement

Faute de pouvoir contrôler la situation épidémique (augmentation sensible du nombre de nouveaux cas) en dépit des mesures de confinement sévères déjà en place, les autorités ont dû imposer de nouvelles mesures extrêmement strictes (« *Enhanced Movement Control Order* ») dans des zones qui accueillent le cœur des activités économiques du pays (majeure partie de l'Etat de Selangor, certains quartiers de Kuala Lumpur ou zones industrielles de l'Etat de Johor). Outre un couvre-feu de fait, cet EMCO impose une forte réduction des activités jusqu'ici considérées comme essentielles et autorisées à fonctionner. Face aux conséquences économiques de cette décision, le gouvernement a toutefois, depuis, autorisé la reprise d'activité de certains secteurs industriels dans l'Etat de Selangor (industries électriques et électroniques, aéronautique et liées aux secteurs de la santé et de l'alimentation).

La banque centrale maintient son taux directeur à 1,75%

Lors de sa réunion bimensuelle, le Comité de politique monétaire de la *Bank Negara Malaysia* a maintenu son taux directeur à son plus bas historique de 1,75%, inchangé depuis juillet 2020. Le Comité estime qu'en dépit du confinement sévère imposé depuis juin, les mesures de soutien adoptées par le gouvernement, le développement de la campagne de vaccination et la solidité de la demande extérieure devraient suffire au maintien de l'activité économique. En outre, l'inflation sous-jacente devrait se maintenir entre 0,5 et 1,5 % pour l'ensemble de l'année.

Le déploiement de l'infrastructure nationale 5G confié à Ericsson

Alors que le géant chinois des télécoms *Huawei* partait favori, le suédois Ericsson s'est vu attribuer le contrat de conception, réalisation et entretien du réseau national 5G par l'entreprise publique *Digital Nasional Berhad* pour un montant de 11 Mds MYR (2,6 Mds USD) sur 10 ans.

Lutte contre le trafic d'êtres humains : la Malaisie épinglée par les Etats-Unis

Du fait des conditions de recrutement et de travail imposées aux travailleurs immigrés, le Département d'Etat américain vient de rétrograder la Malaisie dans sa liste noire de 17 pays ne répondant pas aux critères minimum de lutte contre le trafic d'êtres humains. Au cours des derniers mois, pour les mêmes raisons, plusieurs sociétés malaisiennes (fabricants de gants, plantations d'huile de palme) avaient déjà été interdites d'exportations aux Etats-Unis par les douanes américaines.

Singapour

Expérimentation conjointe Banque de France-MAS en matière de CBDC

La Banque de France (BdF) et l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) ont annoncé avoir conduit le 18 juin dernier, avec succès une expérimentation de paiements transfrontaliers utilisant la monnaie numérique de banque centrale (MNBC ou CBDC en anglais). Cette expérimentation montre qu'il est

possible de mettre en place une interopérabilité entre les CBDC utilisées par les banques centrales (euro numérique et dollar numérique). Il s'agit de la première expérimentation sur un réseau commun de plusieurs MNBC utilisant la technologie de la blockchain. L'expérience a été menée à l'aide d'une blockchain permissionnée avec protection des données confidentielles fondée sur la technologie privée « *Quorum* », développée initialement par la banque américaine J.P. Morgan.

La MAS lance des consultations sur le renforcement de ses pouvoirs d'enquête dans le cadre de la lutte contre la criminalité financière

Dans le cadre d'un projet de loi sur les institutions financières, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a publié une proposition de renforcement de ses pouvoirs d'enquête et de protection des preuves, en vertu des lois concernant l'industrie des valeurs mobilières (*Securities and Futures Act*) et des conseillers financiers (*Financial Advisers Act*). Le projet de loi permettrait à la MAS de pénétrer dans les locaux sans préavis ni mandat judiciaire lorsque celle-ci estime qu'il existe un risque de destruction de preuves. La MAS propose également d'étendre ce pouvoir aux autres réglementations régissant les secteurs de la banque, des assurances, des sociétés de fiducie, des services de paiements ainsi que le secteur financier dans son ensemble avec la nouvelle loi omnibus.

Singapour prêt à ajuster ses règles fiscales pour atténuer l'impact de la nouvelle taxation G7 sur les sociétés

Dans le cadre du dernier accord du G7 sur un taux d'imposition minimum mondial des sociétés de 15%, Singapour cherche à valoriser les atouts de la cité-Etat pour maintenir son attractivité auprès des investisseurs internationaux : le taux d'IS y est certes facialement de 17%, mais le taux effectif peut être bien inférieur dans certains secteurs, en raison d'avantages fiscaux indirects. Selon le ministre des Finances, Lawrence Wong, il est encore trop tôt pour évaluer précisément l'impact de cette nouvelle taxation sur Singapour car les détails de mise en œuvre restent encore à définir. De plus, le ministre rappelle que l'attractivité de Singapour ne repose pas uniquement sur son cadre fiscal mais sur d'autres aspects tels que sa situation géographique, son excellente connectivité, son climat des affaires favorable et la diversité de sa main-d'œuvre. Le gouvernement a toutefois indiqué avoir invité les parties prenantes des différents secteurs de l'industrie à identifier et définir leurs besoins afin d'ajuster ses règles fiscales si nécessaire.

Le vaccin Sinovac exclu du décompte national de la campagne de vaccination

La campagne de vaccination de Singapour s'appuie depuis le départ sur la distribution des vaccins Moderna et Pfizer-BioNTech/Cominarty. À la suite d'une approbation d'urgence par l'OMS du vaccin chinois, Singapour avait autorisé les cliniques privées à proposer le vaccin Sinovac (appelé aussi CoronaVac), à partir de la mi-juin, avec un stock de 200 000 doses disponibles. Néanmoins, en raison de manque de données pour établir l'efficacité de ce vaccin face aux nouveaux variants, les personnes en ayant bénéficié ne seront pas intégrées dans le décompte des vaccinations. Au 3 juillet, un peu plus de 17 000 personnes avaient reçu une dose de CoronaVac avec, selon les autorités, une demande qui s'est rapidement essoufflée après les premières vagues d'injections.

Vietnam

Déficit commercial de 1,5 Md USD au premier semestre 2021

Le Vietnam a enregistré un déficit commercial de 1,47 Md USD au cours du premier semestre 2021, contrastant avec l'excédent de 5,86 Mds USD affiché sur la même période l'année dernière. L'expansion de la production après trois vagues de Covid-19 avant avril a entraîné une augmentation des importations de matériaux par les entreprises locales. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, les entreprises locales importent souvent davantage de biens au cours de la première moitié de l'année.

Les exportations du Vietnam devraient s'intensifier au second semestre, mais devraient tout de même pâtir de la 4^{ème} vague de Covid-19 et du faible taux de vaccination du pays (moins de 1%).

1,4 Md USD mobilisé via l'émission d'obligations d'Etat

Le Trésor vietnamien a mobilisé 1,38 Md USD via l'émission d'obligations d'Etat en bourse en juin, soit près de 20% de moins qu'en mai. Les taux d'intérêt associés aux obligations à 7, 10 et 20 ans ont connu une très légère baisse comprise entre 0,01 et 0,09% en glissement annuel, tandis que les taux adossés aux obligations à 30 ans sont restés stables. Au cours des six premiers mois de 2021, le Trésor public a levé 6,1 Mds USD, soit 40,4% de l'objectif annuel.

4,6 M USD d'assistance technique financés par la Banque asiatique de développement

La Banque asiatique de développement (BAsD) va mettre en œuvre 4,6 M USD d'assistance technique au Vietnam afin d'appuyer le gouvernement dans la régulation des partenariats publics-privés (PPP), le développement du secteur privé et la réforme de privatisation partielle des entreprises d'Etat (SOEs). Ce financement est composé d'une subvention de 2,7 M USD du gouvernement canadien et d'une subvention de 1,9 M du gouvernement australien.

65% du capital des entreprises d'Etat dans plusieurs secteurs conservé par le gouvernement

Le gouvernement conservera au moins 65% du capital des entreprises d'Etat dans les secteurs de la banque, des aéroports, des ports maritimes et des hydrocarbures à l'issue de la phase de privatisation et de cession de capital des SOEs (*state-owned enterprises*) prévue sur 2021- 2025

Thaïlande

L'indice de confiance des consommateurs atteint son plus bas niveau en juin

L'indice de confiance des consommateurs a atteint un nouveau plus bas en juin à 43,1 contre 44,7 en mai, en raison de la nouvelle vague épidémique qui touche la Thaïlande depuis avril. Dans le même temps, l'indice des prix à la consommation a augmenté pour un troisième mois consécutif en juin, de 1,25% en variation annuelle en raison des prix élevés de l'essence et des produits alimentaires (porc, œufs, fruits frais, huiles végétales). Selon le ministère du Commerce, le taux d'inflation en 2021 devrait être compris entre 0,7% et 1,7%.

Reprogrammation de la vente aux enchères de quatre créneaux orbitaux par satellite

La *National Broadcasting and Telecommunications Commission* (NBTC) a annoncé un report d'un mois de la mise aux enchères de quatre créneaux orbitaux pour satellites de communication. Elle se tiendra le 28 août, donnant aux entreprises la possibilité d'acheter les termes de l'appel d'offres jusqu'au 6 août, alors qu'elle était initialement prévue le 24 juillet. Une seule entreprise, *TC Space Connect*, filiale de *Thaicom*, a participé pour l'instant au processus. L'entreprise *Mu Space and Advance Technologies*, qui avait également acheté les termes de l'appel d'offres n'a pas présenté d'offre dans les temps. Le recul de la date des enchères pourrait permettre d'achever auparavant le renouvellement du board de NBTC, actuellement en cours.

Philippines

9^{ème} Comité économique conjoint France-Philippines

Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, a rencontré le 2 juillet 2021 Ramon Lopez, ministre philippin du Commerce et de l'Industrie lors du 9^{ème} Comité économique conjoint France-Philippines, en visio-conférence. Ce Comité a été l'occasion pour les ministres d'échanger sur la situation économique et sanitaire ainsi que sur les plans de relance respectifs. La réforme de l'OMC et les derniers développements du G7, les enjeux d'intégration régionale, notamment les accords commerciaux régionaux et les relations économiques de la France avec l'ASEAN et la zone indopacifique étaient également à l'ordre du jour. Les deux pays ont convenu d'améliorer le commerce et les investissements bilatéraux dans les secteurs d'intérêt commun.

L'inflation à son plus bas niveau en six mois, mais toujours supérieure à 4%

L'inflation des Philippines est tombée à son plus bas niveau en six mois en juin après trois mois consécutifs d'augmentation constante des prix, selon l'Autorité des statistiques des Philippines (PSA). L'inflation globale atteint 4,1% en juin, contre un taux annuel de 4,5% en mai, bien supérieur au taux observé un an plus tôt, de 2,5%. L'inflation depuis le début de l'année s'établit à 4,4%, toujours au-dessus de l'objectif de 2% à 4% de la banque centrale et au-dessus de la prévision de 4% pour l'ensemble de l'année. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatiles des produits alimentaires et énergétiques, s'établit à 3%. PSA a attribué le ralentissement de juin principalement à la baisse du taux d'augmentation annuel des prix des transports à 9,6% contre 16,5% en mai. Les autres produits de base qui ont connu des augmentations de prix plus lentes comprennent les boissons alcoolisées et le tabac à 11,2% contre 11,8% en mai. L'Autorité nationale pour l'économie et le développement (NEDA) a attribué la baisse de l'inflation en juin aux politiques gouvernementales mises en place pour faire baisser les prix des denrées alimentaires, en particulier celui de la viande.

La population des philippines atteint la barre des 109 millions, en forte hausse depuis 2015

Sur la base des résultats du recensement de la population et du logement 2020 (CPH 2020), PSA a déclaré que la population du pays avait augmenté de 8,05 millions à 109,035 millions au 1er mai 2020, contre 100,98 millions comptés le 1er mai 2015. Cela s'est traduit par une augmentation annuelle de 1,61 million de Philippins. Le taux de croissance démographique du pays a toutefois ralenti à 1,63% au cours de la période 2015-2020 contre 1,72% enregistré au cours de la période 2010-2015.

Cambodge

Mesures supplémentaires face aux impacts socio-économiques du Covid-19

Compte tenu de la situation sanitaire, le gouvernement cambodgien a décidé de prolonger les programmes d'aides et de subventions ainsi que les incitations fiscales pour les secteurs gravement touchés. Sont ainsi prolongés jusqu'à fin septembre : i) le versement d'une allocation mensuelle de 40 USD à chaque travailleur suspendu dans les secteurs du textile, de la chaussure, des articles de voyage et du tourisme ; ii) l'exonération des taxes mensuelles concernant les entreprises touristiques de 7 provinces (Phnom Penh, Siem Reap, Sihanoukville, Kep, Kampot, Bavet et Poipet) enregistrées auprès du Département général des impôts ; iii) l'exonération de taxe accordée aux compagnies aériennes enregistrées au Cambodge et le report du paiement des redevances aéronautiques ; iv) le versement d'allocations aux familles pauvres et vulnérables, ainsi que, en faveur du secteur transport-logistique, l'exemption du paiement des licences de courtage en douane pour 2021 et 2022.

Pas de risque d'insolvabilité au Cambodge

Lors de son allocution télévisée du 1er juillet, le Premier ministre HUN Sen a assuré à la population que le Royaume ne risquait pas l'insolvabilité malgré la récession enregistrée en 2020 (-3,1% selon la Banque mondiale), la première en 30 ans. L'Etat aurait dépensé à ce jour environ 3 Mds USD de fonds de réserve pour les aides aux entreprises pendant le confinement, le soutien aux familles défavorisées et les achats de matériels médicaux.

Forte croissance de la demande d'électricité attendue après la crise sanitaire

Selon le ministre des Mines et de l'Energie, la demande devrait fortement reprendre si la reprise économique est conforme aux prévisions de la Banque mondiale et du FMI. La demande d'électricité est en effet tombée à 1 700 MW en 2020 contre 2 000 MW en 2019 en raison des effets de la pandémie sur le tourisme, l'hôtellerie et les usines de confection. En 2020, la production électrique provenait à 60% des combustibles fossiles (charbon et gaz) et à 40% d'énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire et biomasse).

Exportations agricoles en hausse

Les exportations de produits agricoles sont montées en flèche au 1er semestre (+85% en glissement annuel pour atteindre 2,6 Mds USD). Malgré la baisse de 30% des exportations de riz, les ventes des autres produits agricoles (environ 90% du total) ont doublé. La Banque asiatique de développement a estimé que le secteur agricole du Cambodge devrait croître de 1,3% en 2021, puis de 1,2% en 2022.

Laos

Le constructeur automobile vietnamien VinFast souhaite étendre son réseau de distribution

VinFast et le conglomérat laotien Phongsbthavy (construction, immobilier, énergie et distribution) ont signé un protocole d'accord en ce sens le 28 juin à Hanoi en présence des Secrétaires généraux des deux Partis communistes. S'il remplit les conditions requises, Phongsbthavy deviendra le partenaire prioritaire de VinFast au Laos.

Le kip poursuit sa dépréciation par rapport aux devises étrangères, affectant le coût de la vie

Ces derniers mois, l'écart entre les taux de change officiels et ceux du marché parallèle se sont creusés : le 5 juillet, respectivement 9 494 et 11 000 LAK par rapport au dollar et 295 et 342 LAK par rapport au baht, soit 14% d'écart. En mai, l'inflation a atteint 3,55% en glissement annuel.

Birmanie

L'indice PMI en légère amélioration

En juin, l'indice des directeurs d'achats (PMI) est légèrement remonté (41,5 contre 39,7 en mai). L'agence IHS Markit indique notamment que, selon son dernier sondage mensuel effectué du 11 au 22 juin, si plusieurs difficultés persistaient (coût des matières premières, accès à la monnaie fiduciaire, logistique), la pression inflationniste se réduisait et qu'une amélioration de la demande était attendue.

Interventions répétées de la banque centrale pour stabiliser le kyat

La banque centrale birmane (CBM) a dû intervenir à quatre reprises les 5, 6, 7 et 8 juillet pour un montant total de 15 M USD pour stabiliser le cours de la monnaie à 1 640 MMK pour 1 USD. Courant mai, le cours avait dévié à 1 730, obligeant l'institution à vendre 24 M USD. Le mois de juin a vu des interventions pour un montant total de 12 M USD. Avant le coup d'Etat du 1er février, le taux de change était de 1 330 MMK pour 1 USD.

Des opérateurs télécoms sous pression

A l'approche de la date limite du 5 juillet, imposée par le ministère du Transport et des Télécommunications pour finaliser l'installation de dispositifs d'interception sur les réseaux, des dispositions auraient été prises par les autorités pour limiter les sorties du territoire birman des principaux dirigeants des opérateurs télécoms. C'est dans ce contexte que *Telenor*, présent dans le pays depuis 2013 et qui compte 18 millions de clients, s'apprête à céder ses activités à la société d'investissement libanaise *M1 Group* pour un montant estimé à 105 M USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international